Entretien de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, avec Europe 1 le 5 janvier 2017, sur la lutte contre le terrorisme en Irak et en Syrie, le conflit israélo-palestinien, l'élection de Donald Trump et sur les interventions militaires françaises au Mali et en Centrafrique.

2017-01-05

* Lutte contre le terrorisme - Syrie - Irak - Libye

Q - Bonsoir Jean-Marc Ayrault, pour commencer, nous parlerons avec vous des 71 pays qui se réunissent la semaine prochaine pour une grande conférence à Paris sur le conflit israélo-palestinien, une grande conférence mais sans les Israéliens et les Palestiniens, vous nous expliquerez pourquoi.

On parlera aussi des guerres que la France mène actuellement en Irak et en Syrie.

On parlera du nouveau président américain Donald Trump qui prend ses fonctions dans 15 jours maintenant. Vous attendez-vous à ce que ce soit rock and roll dans les relations avec Washington ?

La France a-t-elle le droit de faire ces opérations d'exécutions ciblées ?

R - D'abord il faut resituer les choses. De quoi s'agit-il ? Il s'agit d'opérations extérieures dans lesquelles la France est engagée. Ce sont des opérations de combat et de guerre, c'est notamment vrai en Syrie et en Irak, dans le cadre de la coalition contre Daech. Nous faisons la guerre, mais nous la faisons dans le respect du droit international, c'est-à-dire du droit des conflits armés. Il y a des règles, mais en même temps, et le sondage est révélateur, il y a une forme de bon sens. Cibler, dans le cadre de ces opérations, des chefs d'organisations terroristes, cela fait partie de ces combats. Cibler des équipes qui sont organisatrices des combats sur place ou qui sont organisatrices d'attentats sur notre sol, c'est défendre notre sécurité. Nous ne faisons rien d'autre. Le président de la République, je le rappelle, est le chef des armées, ce n'est donc pas une décision personnelle. Cela se fait dans un cadre qui est le sien, c'est-à-dire son rôle institutionnel.

Q - Le fait qu'il y ait parfois, parmi ces djihadistes que l'on vise, des Français, cela change-t-il quelque chose ?

R - Non. Quand ils sont engagés en Irak ou en Syrie, il est clair qu'ils ont pris leurs responsabilités. Ce sont des combattants contre nous, c'est pourquoi nous poursuivons notre engagement dans cette coalition dans laquelle nous jouons un rôle important en Irak et en Syrie.

Par ailleurs, je rappelle que la France est également engagée au Mali, contre Al Qaïda et contre Boko Haram. Il faut bien voir où est la menace et ce que nous devons faire. Pour le reste, je voudrais éviter de rentrer dans des polémiques qui sont inutiles.

Q - En même temps, il faut reconnaître clairement qu'il y a des opérations et que l'on cible des Français ; on sait qu'ils sont Français, ils ont été repérés, ils sont identifiés et on les élimine parce que ce sont des ennemis, parce qu'ils ont pris les armes ou qu'ils organisent des attentats ?

R - Il ne faut pas entrer dans ces considérations. De quoi parle-t-on : comme je l'ai dit, il s'agit d'opérations extérieures, alors ne nous lançons pas dans des complexités incompréhensibles. Ce n'est pas la nationalité des personnes qui est en cause, ce sont des gens qui sont visés personnellement parce qu'ils ont des responsabilités. Ils peuvent être artificiers, chefs de commandos, ils peuvent être responsables de la programmation d'attentats dans notre pays. Faire la guerre contre Daech, c'est difficile et cela exige beaucoup de sang-froid, beaucoup de professionnalisme et cela ne se fait pas n'importe comment. Il y a des règles qui sont celles du droit international des conflits armés, et, par exemple, lorsque la France participe à la coalition pour reprendre Mossoul aux côtés de l'armée nationale irakienne, il est évident qu'elle fait très attention à l'engagement de son propre groupe d'artillerie et qu'elle ne fait pas n'importe quoi. Il y a notamment le souci de la protection des populations civiles.

Q - Mais là nous parlons des opérations ciblées.

R - Ces opérations sont des opérations militaires parmi d'autres qui sont décidées sur la proposition d'état-major par le président de la République qui, je le rappelle dans notre Constitution, est le chef des armées. Il n'y a rien de plus à dire et vous pensez bien que je ne vais pas commenter chaque opération, parce que d'abord, je n'en ai pas la responsabilité directe, et puis je ne vois pas ce que cela apporterait. Ce qui est important, c'est que les Français sachent que nous sommes engagés à la fois dans un combat pour assurer notre sécurité en France et en Europe et, qu'en même temps, nous le sommes dans le cadre de cette coalition contre le terrorisme.

Q - Ce qui a fait polémique, ce n'est pas tant les opérations en elles-mêmes et d'ailleurs le sondage et les auditeurs en sont d'accord, ce qui a fait polémique c'est le fait que François

Hollande en parle à deux journalistes du «Monde».

R - J'ai resitué les choses, elles sont très claires, il n'y a pas besoin de revenir sur des écrits qui sont des sujets passés. Ce qui est important, c'est d'expliquer aux Français ce que nous faisons, dans quel cadre et pourquoi. Quand vous avez posé la question, spontanément, la réponse était de dire qu'il s'agit de lutter contre le terrorisme, de le faire dans le cadre du droit international des conflits, la France y veille, et en même temps, nous assurons la protection des Français. Il ne faut pas sous-estimer la menace, la menace terroriste demeure, elle est forte, elle est élevée. Il y a deux combats qu'il faut mener dans le cadre de la coalition, c'est éradiquer Daech en Syrie et l'éradiquer en Irak. En Irak, c'est la bataille de Mossoul, une bataille qui sera longue et difficile. Il y a des étapes. Je pense que nous aurons des résultats positifs pour Mossoul Est, mais il y aura ensuite l'autre étape qui sera beaucoup plus difficile et beaucoup plus longue, il ne faut pas le cacher, c'est la reconquête de Mossoul Ouest. Vous connaissez les méthodes des djihadistes : ils prennent la population civile en otage, ils organisent des attentats. Il y a une capacité de résistance qui montre qu'il faut rester extrêmement mobilisé.

Concernant la Syrie, il y a un autre sanctuaire, un autre foyer où sont installés les états-majors et toutes les forces de Daech, c'est Raqqa. Grâce à nos services de renseignement, grâce à la coopération avec les autres services de renseignement, nous empêchons de nombreuses menaces qui pourraient toucher les Français en France. C'est notre travail.

Q - Nous vous demandons si le président de la République n'a pas eu tort de révéler des opérations au «Monde» et vous répondez sur Raqqa ou Mossoul, après avoir dit qu'il n'y a pas lieu d'y revenir. «Il n'y a pas lieu d'y revenir» veut-il dire «je considère qu'il n'aurait pas dû le faire, mais je n'ai pas envie de vous dire cela et on passe à autre chose» ?

R - Nous sommes sur autre chose dans cette émission aujourd'hui.

Q - Je l'ai bien compris.

R - Ce qui est important pour les Français, c'est de savoir si la France fait le maximum pour assurer leur sécurité et leur protection. Il ne faut pas sous-estimer les risques. J'entends parfois des propos trop simplistes qui disent que si nous n'intervenions pas au Mali, en Syrie dans le cadre de la coalition, nous ne serions pas menacés. Mais que s'est-il passé à Berlin au moment des fêtes de Noël ? L'Allemagne ne bombarde pas dans le cadre de la coalition et pourtant, elle a été touchée comme d'autres pays.

Nous sommes dans une étape très difficile qui exige beaucoup de sang-froid, de professionnalisme, de méthodes et beaucoup de rigueur. C'est ce que nous sommes en train de faire.

Q - Avant de passer à la conférence de Paris de la semaine prochaine, une question sur Mossoul. Vous disiez que, si tout va bien, d'ici l'été, on devrait avoir pris l'essentiel du contrôle de la ville de Mossoul. Une fois que Daech aura quitté cette énorme ville, que se passera-t-il ?

R - C'est une question essentielle. Il y a cette bataille militaire, dans le cadre d'une coalition je le répète, et c'est l'armée irakienne qui en a la responsabilité, tandis que nous venons en soutien dans le cadre de la coalition avec des opérations de bombardement. La France a mis à disposition des batteries d'artillerie, tout cela se fait de manière coordonnée. Il y a en effet cette bataille de Mossoul, mais je le redis encore une fois, nous ne sommes pas dans cette guerre spectacle. Il y a parfois la tentation d'envoyer des caméras pour regarder tout cela en temps réel. C'est difficile il ne faut pas le cacher. Il y a une grosse résistance de Daech, il faut donc faire cela par étape, après Mossoul Est, ce sera Mossoul Ouest.

Vous posez la question de savoir ce qui se passera après : c'est toute la question. Quand on gagne une bataille militaire, si l'on n'a pas préparé la réponse politique, on n'a pas gagné la paix. Le défi est là. C'est vrai pour Raqqa si on y va ensuite. Quelle gouvernance peut-il y avoir ? La question de l'Irak en général, c'est justement celle-là. Toutes les forces irakiennes, de la société civile -vous connaissez ce conflit chiites sunnites qui est une vraie réalité- sont-elles suffisamment inclues dans la gouvernance du pays ? À l'évidence, il y a encore des progrès à faire même s'il y en a eu de fait. Mais, sur Mossoul où il faudra prendre la suite de la dictature horrible de Daech, il faut absolument, et la France avait pris l'initiative d'une réunion en octobre avec toutes les parties - réunion que j'ai présidée avec mon homologue irakien - pour réfléchir à la gouvernance ensuite. Il faut qu'elle soit inclusive, qu'il n'y ait pas de règlements de compte, que ce ne soit pas une communauté contre une autre, les chiites contre les sunnites ou les Kurdes du Kurdistan irakien. Et puis il y a aussi les Turkmènes. Il y a une diversité d'ethnies, une diversité de religions. Je n'oublie pas non plus les Chrétiens d'Orient dans ce pays. Il est indispensable que ce volet soit mené parallèlement, il y a encore beaucoup de travail et des efforts à faire, pour qu'après la bataille militaire, on ne se retrouve pas avec un autre type de conflit, c'est-à-dire que l'on construise vraiment la paix.

Q - Il y a des dossiers séparés. On va sans doute parler de la Syrie. Pour l'instant, une conférence est envisagée mais c'est l'Iran, la Turquie et à l'initiative de la Russie. À côté, il doit y avoir une autre négociation sur l'après en Irak ?

R - Non, la négociation sur la gouvernance de l'Irak, la discussion politique est indépendante de la question syrienne.

Q - Donc il doit y avoir une autre conférence ?

R - Non, cela ne nécessite pas une autre conférence.

Q - Comment règle-t-on le problème ?

R- Je vous ai dit qu'en octobre, j'avais pris l'initiative avec mon homologue irakien de réunir les pays de la coalition, pour réfléchir à la gouvernance politique de Mossoul après la guerre. Nous avons les propositions mais il faut qu'elles se concrétisent et que des garanties soient données. Il ne faut pas oublier qu'il y a aussi le conflit entre les chiites et les sunnites, mais il y a aussi les milices iraniennes qui interviennent dans ce conflit. Elles viennent aider à la reprise de Mossoul, mais elles ont peut-être des intentions qui peuvent être dangereuses, en tout cas qui pourraient conduire à des affrontements. Il y a des règlements de compte et on va soupçonner telle ou telle famille d'avoir été complice de Daech.

Ce travail est en cours et c'est notre rôle, à nous la France, comme partenaire, de veiller à ce que ce soit effectif. Quel est l'enjeu ? C'est que s'il y a une démarche militaire, s'il n'y a pas de solutions pacifiques ensuite, tout recommencera et on ne sortira jamais du conflit.

C'est la même chose en Syrie pour l'après. Les Russes pensent qu'ils ont gagné la bataille d'Alep. On sait que c'est par la méthode Grozny où l'on tire dans le tas, on détruit, avec des civils qui sont victimes, on détruit une ville... Vous voyez le chaos. En réalité, tout est à faire. Que peut-on faire si on ne cherche pas les solutions politiques à un conflit. Il faut bien sûr mener la bataille de toutes nos forces contre le terrorisme, contre Daech et contre al-Qaïda, mais en même temps, il faut sans cesse penser à : quelle gouvernance, quelles solutions politiques. Sinon, cela recommence et nous n'en avons pas envie car alors, la menace sera encore pire.

Q - Si on se permet de regarder les choses avec un quart de siècle de recul par exemple, tout ce qui se passe en Irak, en Syrie, tout ce qui s'est passé en Afghanistan et dans beaucoup de pays, n'est-ce pas un terrible fiasco des États-Unis, de l'occident, de l'Europe, une terrible faiblesse de la France qui n'y peut rien ? Qu'a-t-on fait ? Toutes les interventions et toutes les politiques menées ont conduit à l'éclatement de l'Irak, à la possible disparition de la Syrie et à la Russie en première ligne.

R - Vous avez dit que c'est un fiasco de tout le monde, sauf de la Russie. Mais êtes-vous sûr que la Russie ait toutes les clefs pour la suite ? Moi je n'en suis pas du tout certain.

Q - Je ne suis pas du tout sûr qu'elle ait les clefs pour la suite, mais je suis sûr que je ne veux pas que vous profitiez de cela pour ne pas répondre à la première partie de ma question qui est la seule importante.

R - Je vais répondre : si, en même temps qu'une solution militaire pour lutter contre les implantations terroristes, il n'y a pas la recherche d'une solution politique inclusive et sérieuse, alors cela ne fonctionne pas.

Vous avez un exemple qu'on a tous en tête, c'est l'intervention américaine en Irak. La France était contre, c'était le président Chirac. Moi, j'étais dans l'opposition, je me souviens avoir fait un discours à l'Assemblée nationale où j'ai soutenu la position française de l'époque, elle

était juste. On voit qu'il y a une partie des problèmes de cette région qui viennent de cette intervention américaine en Irak ; cela coûte cher.

Et puis, après, plus proche de nous, nous avons la Libye. Justement, en Libye, il y avait cette menace sur la ville de Benghazi et de sa population civile. Lorsqu'il y a eu la décision d'organiser des frappes aériennes ciblées sur les forces militaires libyennes, c'était pour empêcher un massacre. Là, nous l'avons approuvée dans l'opposition. J'assume. Simplement, ce qu'il faut faire et ce qui a manqué alors, c'est qu'il n'y avait eu aucune préparation d'une solution politique après.

Q - Surtout, ce qui n'était pas prévu, c'était le renversement de Kadhafi quand même ?

R - Que se passe-t-il après ? C'est le chaos.

Il y a maintenant une décision de la communauté internationale de soutenir un gouvernement d'entente nationale, actuellement dirigé par M. Sarraj. Il faut bien dire que cela ne se passe pas très facilement, parce que la Libye n'est pas un pays très simple, avec des régions différentes, des traditions tribales. (...).

* Proche-Orient

(...)

Q - On a presque fait le tour de tous les chaos du monde dans lesquels la diplomatie française est impliquée. Jean-Marc Ayrault, on parle de cette conférence que vous organisez la semaine prochaine à Paris pour essayer de progresser sur le conflit israélo-palestinien.

Jean-Marc Ayrault organise la semaine prochaine à Paris une grande conférence internationale sur le conflit israélo-palestinien, 71 pays ont répondu à l'appel de la France mais les Israéliens et les Palestiniens ne seront pas là. Les Israéliens ne sont pas du tout contents de l'organisation de cette conférence. Expliquez-nous pourquoi vous les dérangez à ce point-là ?

R - Je pense qu'il faut regarder la situation en face sur le terrain. La situation sur le terrain est dramatique, avec un risque d'augmentation de la violence, de l'hostilité qui existent entre Palestiniens et Israéliens. Je dirais que cette situation est dangereuse pour la sécurité d'Israël elle-même. Alors que vous savez bien que la France est un pays ami d'Israël depuis le début, depuis l'origine. Récemment j'étais avec le président de la République aux obsèques de Shimon Peres et nous avons rappelé toute cette histoire de la relation particulière qui existe entre la France et Israël. Donc, nous, quand nous agissons, nous agissons parce que nous avons une amitié et une fidélité en amitié à l'égard d'Israël.

Mais cette situation, si elle dure, où la perspective d'un État palestinien s'éloignerait et même deviendrait impossible, alors cela devient un vrai danger pour Israël, pour la sécurité d'Israël.

C'est là que nous avons effectivement un désaccord avec le Premier ministre israélien ; ce que nous faisons, ce n'est pas par hostilité, c'est pour essayer de créer un climat favorable à la reprise des négociations et qui, si elles doivent reprendre, peuvent avoir lieu qu'entre Israël et Palestiniens. Pour l'instant, tout est bloqué, il ne se passe rien.

Quand j'ai été nommé par le président de la République pour revenir au gouvernement en février l'année dernière, cela faisait partie de mon plan d'action de créer les conditions d'une conférence pour reprendre une initiative de paix au Proche-Orient.

Depuis, il s'est passé un certain nombre de choses. Nous avons fait une réunion où il y avait moins de pays, où il y avait à peu près la moitié du chiffre 71 que vous avez cité, le 3 juin. Et je dois dire que cela a eu une utilité même si cela n'a pas réglé les problèmes, mais cela a eu une utilité qui est quand même essentielle : c'est que cette initiative remet à l'agenda international la question du conflit israélo-palestinien qui dure et qui dure....

Q - ... qu'on a oublié à cause de la Syrie, parce qu'il y a l'Irak...

R - Moi, ce qui me frappe dans tous mes échanges internationaux, c'est qu'il y a un certain nombre de gens qui pensent que c'est un conflit secondaire...

Q - ...qui est devenu secondaire...

R - ...Irak et Syrie et que l'on verra plus tard pour ce conflit.

Alors, je crois que cela forme un tout dans cette région du Moyen-Orient et que ce qui est en train de se passer dans les territoires palestiniens, ce sont les développements d'une très grande frustration et, en particulier, dans la nouvelle génération des Palestiniens. Il ne faut pas oublier cela. Il y a des gens plus âgés qui sont peut-être plus patients mais il y a aussi toute cette jeunesse qui n'en peut plus. Je crois qu'il ne faut pas sous-estimer cette gravité.

Q - Jean-Marc Ayrault, c'est la colonisation le problème. Ce qui s'est passé, c'est que les Israéliens construisent des maisons, des immeubles sur les territoires palestiniens.

R - Cela fait partie des sujets extrêmement sensibles et qui sont vécus par les Palestiniens en Cisjordanie comme un empêchement concret, matériel, à la perspective d'un État palestinien. Plus la colonisation se développe - et quels que soient les arguments développés par les autorités israéliennes, ce n'est pas acceptable, d'ailleurs le conseil de sécurité a rappelé que c'était illégal -, cela démontre que la perspective d'un État palestinien est de plus en plus difficile.

D'ailleurs, lorsque j'ai discuté de cette question avec John Kerry, le secrétaire d'État américain, dans nos rencontres et parfois même en tête à tête, j'ai bien compris que, pour les Américains et en tout cas pour lui, il y avait cette prise de conscience - nous avons regardé

ensemble les cartes, nous avons vu l'évolution de la colonisation - que l'on risquait d'arriver dans une impasse extrêmement grave, dangereuse et violente.

C'est la raison pour laquelle le Quartette, qui est constitué des Américains, des Russes, de l'Union européenne et des Nations unies, a publié un rapport il y a quelques mois qui montrait les risques de la colonisation. C'est la raison pour laquelle il y a eu cette résolution qui a été votée il y a quelques jours, juste avant Noël, par une majorité de pays avec, pour la première fois depuis très longtemps, une abstention américaine. Car il y a une lassitude de voir cette impasse dans laquelle se trouve ce pays.

Q - Que peut-il se passer à Paris, Jean-Marc Ayrault ? Honnêtement, l'Europe est out, la France est faible...

R - Pourquoi dites-vous que l'Europe est out ? Cela fait deux fois que j'entends cela.

Q - Eh bien oui, puisque l'Europe parle sur la scène européenne ? Elle existe ?

R - D'abord, il faut rappeler que c'est l'Union européenne qui apporte le plus d'aide, à la fois par ses relations économiques avec Israël, et aussi avec les Palestiniens.

Q - C'est bien, mais politiquement elle ne pèse pas l'Europe... Il y a une nouvelle administration américaine à partir du mois de janvier...

R - L'Union européenne sera autour de la table le 15 janvier prochain à Paris. Les Nations unies sont autour de la table le 15 janvier à Paris. La Ligue arabe sera présente.

Q - Que pouvez-vous espérer Jean-Marc Ayrault ?

R - Créer un climat pour créer une dynamique, recréer une dynamique. Parce que, si on reste à ne rien faire et à attendre que cela se passe, il ne se passera rien. Vous voyez bien quelle est la tendance. Donc, je suis consterné de voir cette situation se détériorer.

J'étais récemment au Liban. Le Liban, un pays ami de la France, qui s'est enfin doté d'un président, d'un Premier ministre, cela va dans le bon sens. C'était ma deuxième visite au Liban, j'y étais juste avant Noël. J'ai parlé plusieurs fois avec eux ; il y a, à la fois, les réfugiés qui viennent de Syrie, cela représente 33% de la population, et puis il y a les camps palestiniens. Les Libanais me disent : il y a une tension qui monte dans les camps. J'imagine que c'est la même chose en Jordanie. Et j'imagine que dans les territoires palestiniens c'est le même climat. Je dis : attention danger.

Nous, ce que nous voulons faire, ce n'est pas un acte d'hostilité à l'égard d'Israël - encore une fois, je démens ce faux procès -, c'est simplement créer un contexte favorable. Et c'est la raison pour laquelle je prendrai mon bâton de pèlerin pour redire à Netanyahou, pour redire à Abbas que, voilà, nous sommes prêts et voilà les propositions que nous faisons pour que

vous-mêmes vous preniez vos responsabilités et qu'enfin vous rediscutiez et ne perdiez pas de vue cette perspective d'espoir pour les Palestiniens qu'est la perspective d'un État. Ceci est essentiel pour vivre à la fois en paix, côte-à-côte et en sécurité. Et puis permettre - et vous parliez de l'Europe - de donner un élan de développement au futur État palestinien.

Si on arrivait à faire la démonstration qu'on est capable de faire la paix, de créer un contexte de développement en Palestine, cela changerait complètement le climat dans cette région et on en a besoin. (...)

* États-Unis d'Amérique

(...)

Q - Bonne ou mauvaise nouvelle, l'arrivée de Trump ?

R - Ce n'est pas notre choix, c'est le choix du peuple américain, on ne peut que le respecter. Après, les États-Unis sont un pays ami de la France mais cela ne veut pas dire que, pour autant, nous ne devons pas exprimer nos questions, nos interrogations. En tout cas, la France est un pays indépendant. Vous voyez, j'ai l'impression que cette réunion du 15 janvier ne plaît pas beaucoup à Donald Trump qui a une autre approche sur la question du conflit israélo-palestinien. Mais nous tenons à notre réunion parce que nous sommes un pays indépendant et que nous avons nos convictions et que nous les défendons.

Par contre, il est vrai que nous attendons de la part du nouveau président américain des éclaircissements sur sa conception du rôle des États-Unis et de la vision qu'il a du monde.

Q - Quelle analyse faites-vous d'une part de son rapprochement supposé ou réel avec la Russie et, d'autre part, d'un certain retour à l'isolationnisme américain, c'est-à-dire au repli ?

R - Je crois que ce qu'il faut retenir d'abord, c'est le retour à l'isolationnisme américain, une forme de protectionnisme américain, on verra si cela dure. Cela correspond-il vraiment aux intérêts économiques durables des États-Unis ? Je n'en suis pas tout à fait sûr. Mais, après, quand on dit «rapprochement avec la Russie», on va regarder dossier par dossier et il y en a un qui est très important, notamment dans la relation avec la Russie, c'est le dossier du nucléaire iranien. Il y a eu un accord de la communauté internationale avec les Iraniens. Les Russes, les Américains, la France, l'Allemagne, l'Union européenne ont contribué à négocier cet accord. Et, là, on a vu pendant la campagne que Donald Trump considérait que c'était un très mauvais accord. Cela crée énormément d'inquiétude, notamment dans tous les pays arabes de la région qui souhaitent un meilleur équilibre par rapport à l'influence parfois violente que peut avoir l'Iran sur la région - je pense au conflit syrien - mais, en même temps, qui ne veulent pas la rupture. Ils sont donc extrêmement attachés au maintien de cet accord et nous aussi nous y sommes attachés. Là, il y a une vraie interrogation.

Il y a aussi une autre interrogation sur la conception que Donald Trump a du monde, a-t-il une conception multilatéraliste comme nous, où les Nations unies notamment continuent de jouer un rôle ? Ou, au contraire, s'en éloigne-t-il ? Et est-ce que l'accord de Paris, qui est typiquement un accord qui correspond à cette conception du monde, va être préservé ? Alors que, lorsque vous voyagez en Chine - je pars samedi en Inde - la question du développement durable, la question de la transition énergétique, la question de la pollution, ne serait-ce que d'abord pour une question de santé, ces questions sont des questions vitales et qui nécessitent de ne faire aucun recul. Au contraire, il faut être offensif et développer ensemble un nouveau modèle économique de développement.

Ce sont ces questions qui sont sur la table. Il faudra bien que Donald Trump clarifie la position américaine. (...)

* Mali - République centrafricaine

(...)

Q - Cela fait beaucoup de chaos : l'Irak, la Libye, la Syrie...

R - Ce sont les leçons qu'il faut tirer, vous avez raison de le dire. D'ailleurs, lorsque la France est intervenue au Mali - je me souviens très bien, ayant participé à ce conseil de défense comme Premier ministre aux côtés du président, le 11 janvier 2013 - c'était à la dernière minute, à l'appel des autorités du Mali : «on va être envahi par les terroristes», si nous n'étions pas intervenus, en quelques heures ils étaient à Bamako.

Donc, il fallait cette intervention militaire, mais en même temps, il y a eu tout de suite la préparation d'une solution politique. Ce furent les accords d'Alger. Les accords d'Alger, c'est ce qu'il faut faire maintenant. Le gouvernement malien -qui doit d'ailleurs organiser une conférence d'entente nationale dans les prochaines semaines - a engagé des réformes qu'il faut poursuivre - et c'est difficile - pour le Nord-Mali, notamment pour les populations touarègues, afin de les intégrer à la gouvernance du Mali. Il y a eu des réformes qui ont déjà été votées. Il y a aussi l'aide l'Union européenne à la formation d'une armée malienne. Tout cela est en cours.

C'est-à-dire que, là, à la différence des autres exemples que nous avons cités, la France ne s'est pas engagée. Ensuite, le relais a été pris par la Force des Nations unies, la MINUSMA, pour que l'on ne se contente pas d'une intervention militaire mais qu'on pense à la solution politique. Et avec des élections. C'est-à-dire que tout cela a été ratifié par le peuple malien qui a élu un président de la République, une Assemblé nationale. Je pense que, là, nous sommes dans une cohérence.

On a une autre intervention du même type où la France a été amenée à intervenir pour éviter un bain de sang entre communautés, c'est la République centrafricaine. Opération

extrêmement difficile. Il y a aujourd'hui une autre opération des Nations unies, les casques bleus, la MINUSCA. Mais il y a eu ensuite des élections après l'intervention française, des élections présidentielles, des élections législatives, tout cela dans un ordre constitutionnel absolument impeccable. Je suis allé moi-même représenter la France à l'installation du président Touadéra. Nous sommes dans un cercle vertueux.

Par contre, pour la RCA, les problèmes sont d'une autre nature. C'est : comment réussir cette étape nouvelle pour la République centrafricaine qui n'a pas d'État ? Comment l'aider à avoir une police ? Comment l'aider à avoir une armée ? Comment l'aider à avoir une gouvernance inclusive, notamment pour réconcilier ceux qui se sont affrontés ? Et puis comment, aussi, permettre à la République centrafricaine - et c'est l'un des grands problèmes de l'Afrique - de se développer. (...).

source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 9 janvier 2017

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/201722-entretien-de-m-jean-marc-ayrault-ministre-des-affaires-etrangeres-et-d